

**Parce que le logement c'est un droit,
Contre la gentrification et l'austérité,
On lâche rien !**



**BILAN DES ACTIVITÉS
POPIR-COMITÉ LOGEMENT
2014-2015**

BILAN 2014-2015 DU POPIR-COMITÉ LOGEMENT

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p.4
Volet 1 : Logement social.....	p.5
Volet 2 : Lutte contre le marché privé.....	p.11
Volet 3: Mobilisation et membership	p.16
Volet 4: Lutte anti-pauvreté et luttes unitaires	p.20
Volet 5: Administration	p.25
Conclusion	p.26
Les sigles du POPIR-Comité Logement.....	p.27

Introduction

Encore une fois, l'année 2014-2015 aura été marquée par **d'intenses moments de mobilisations** pour le droit au logement, contre l'embourgeoisement des quartiers du Sud-Ouest et contre l'austérité.

Face au fédéral, la campagne «Le logement un droit» menée avec le FRAPRU, a permis d'interpeller le gouvernement fédéral à plusieurs reprises. Nous avons aussi demandé aux partis d'opposition de se prononcer sur les fins de conventions : le NPD a accepté de se prononcer par lettre, sans en faire grand tapage, tandis que Justin Trudeau refuse même de nous rencontrer.

Face au provincial, la même campagne «Le logement un droit» ainsi que la campagne du RCLALQ «Assez d'être mal-logé.e.s» nous aura permis de manifester face à Québec et d'interpeller aussi bien Couillard que Moreau, responsable de l'habitation. Que ce soit pour contrôler les loyers, améliorer les délais face à la Régie (le Comité Régie du lentement a encore une fois été très actif) ou investir dans le logement social, les actions n'auront pas suffi à faire bouger les libéraux de leur objectif d'austérité...ils ont même coupé de moitié le programme AccèsLogis.

A Montréal, les comités logement et les tables de quartier ont organisé un souper macaroni dès juin 2014...mais cette action montréalaise n'a pas eu de suite. Pour le moment, Coderre peut continuer de prétendre qu'il va tout régler quand il aura son statut de métropole.

Tout au long de l'année, les membres du POPIR-Comité Logement se sont encore distingués par leur implication...le nombre d'heures bénévoles pour les comités de travail, les actions, la mobilisation par le tractage et le porte à porte ne cesse d'augmenter.

Du coup, nous avons pu mener de belles actions locales : lancement du dossier noir du FRAPRU (13 novembre) et manifestation face à Marguerite Blais (2 décembre). Des militant-e-s du POPIR-Comité logement ont aussi organisé deux actions contre la gentrification (avril 2015). La grève sociale du 1^{er} mai 2015 a été un succès dans le Sud-Ouest et s'est clôturée par une marche locale de plusieurs centaines de personnes...et même si cela n'appartient pas théoriquement à ce bilan, nous savons déjà qu'une vingtaine de locataires du Sud-Ouest ont participé au Camp pour le droit au logement en mai 2015 !

Finalement, nous devons souligner le départ d'Antoine Morneau-Sénéchal et de Valérie Simard. Deux grands vides pour l'équipe et les membres mais que Romina, Émilie et Olivier ont bien su combler.

**L'équipe du POPIR-Comité Logement
Bonne lecture !**

Volet 1 : Logement social

Perspective 1

Que le POPIR-Comité Logement dénonce l'embourgeoisement des quartiers du Sud-Ouest caractérisé notamment par la venue de condominiums et de grands projets d'aménagement urbain ;

Que, pour ce faire, le POPIR-Comité Logement revendique une réserve de terrains ;

Que, pour ce faire, le POPIR-Comité Logement revendique la construction de 3000 logements sociaux et zéro condos.

Activités en lien avec la lutte contre l'embourgeoisement, pour une réserve foncière, 3000 logements sociaux et zéro condos

- 4 rencontres avec A qui la Ville ? (dont une Assemblée publique)
- 5 rencontres du comité anti-gentrification (suite à un comité mobilisation sur la gentrification)
- 26 rencontres du Collectif Hamac (comité requérant-e-s)
- Porteur de parole par le comité anti-gentrification
- Manifestation du 17 avril organisée par le comité anti-gentrification
- 5 entrevues/débat



Bilan de nos interventions contre la gentrification

La lutte contre l'embourgeoisement des quartiers est au cœur de notre implication dans les concertations de la Petite-Bourgogne, de St-Henri et de Côte-St-Paul/Ville-Émard ; les bilans des perspectives 14, 15 et 16 précisent ce que nous avons fait. Un élément important du bilan global est que seul Solidarité St-Henri et ses membres ont accepté de faire le débat et de développer un plan d'action. Les deux autres tables de quartier préfèrent «rester neutre» puisque tous les membres n'ont pas la même analyse de la gentrification et de ses impacts.

À propos des impacts, les données de l'Enquête nationale sur les ménages de 2011 nous a permis de prouver que les loyers augmentent fortement, qu'il se construit 7 fois plus de condos que de logements locatifs...et que dire des logements sociaux. D'ailleurs, *la Voix populaire* faisait la Une de son numéro du 13 novembre 2014 avec «Le Sud-ouest s'embourgeoise : jusqu'à 28% de hausse de loyer».

Au-delà de nos prises de positions publiques et dans les tables de quartier, nous tentons toujours d'animer une lutte, une résistance contre la gentrification. Nous avons été actif avec le Collectif A qui la Ville¹ qui organisait une Assemblée publique en mai 2014, au CEDA. Au terme de cette rencontre, les participant-e-s ont décidé que la gentrification était un enjeu montréalais, qu'À qui la ville devait agir dans tous les quartiers...le POPIR-Comité Logement s'est donc retiré mais a continué de suivre et d'encourager A qui la Ville.

Localement, le comité mob a donné naissance au comité anti-gentrification qui a pris le relèvement. Le comité a tenu un porteur de paroles, à St-Henri, ce qui a permis aux passant-e-s de s'exprimer sur les transformations...et a décidé de faire une manifestation qui dénonçait le remplacement des commerces de proximité par des commerces de destination. Cette manifestation a été un succès.

Le POPIR-Comité Logement est très clairement associé à cette résistance contre l'embourgeoisement. N'empêche que les condos continuent de gagner du terrain, les commerces changent et les locataires ont toujours plus de misère à rester dans le quartier! Ce triste constat devra guider notre lutte dans les années à venir.

Bilan de nos interventions pour des réserves de terrains

Comme pour lutter contre la gentrification, la lutte pour obtenir des réserves foncières est passée cette année par le travail dans les tables de quartier (voir perspectives 14, 15 et 16). Nous avons aussi rencontré le maire Dorais deux fois sur cette question...s'il se dit favorable à l'idée de mettre en réserves d'autres terrains en utilisant l'argent du fonds de compensation, l'arrondissement n'est pas plus proactif et nous continuons de croire qu'il faudrait développer un plan d'action pour chaque terrain que nous voulons sortir du marché privé.

Une fois les terrains gagnés, il faut les développer. A ce chapitre, le Collectif Hamac a été très actif : après 26 rencontres lors desquelles les membres du Collectif ont défini leur projet idéal, leurs politiques, etc., Hamac travaille maintenant avec le GRT pour que les terrains soient bel et bien développés en coop !

¹ Le Collectif A qui la Ville est une initiative du POPIR-Comité Logement qui, en juin 2013, organisait une occupation de terrain dans St-Henri qui a duré 6 jours. Suite à cette action le maire de l'arrondissement a mis en réserves trois terrains à des fins de logement social.

Perspective 2

Que le POPIR-Comité Logement poursuive sa participation aux activités du Front d'action populaire en réaménagement urbain.

Statistiques et activités auxquelles le POPIR-Comité Logement a participé

- La délégation du POPIR-Comité Logement (Norman, Luce, Francine, Pierre, Adrian et des employé-e-s) ont participé à un Congrès, 4 assemblées générales, 5 rencontres des groupes de Montréal ;
- Francine et les employées ont participé à 6 rencontres du comité femmes du FRAPRU ;
- Norman et les employées ont participé à 5 rencontres du comité Camp ;
- Les membres ont participé à 14 actions du FRAPRU visant le municipal (pour les réserves), le provincial (pour le logement social et contre l'austérité), le fédéral (pour le logement social existant et à venir) ;
- Pour chaque action du FRAPRU, nous avons mobilisé entre 5 personnes pour une mobilisation restreinte et 40 personnes pour la manifestation nationale à Québec (21 mars) ;
- Même si le Camp pour le droit au logement s'est tenu à la fin mai 2015 et appartient théoriquement à une autre année financière, nous pouvons déjà dire que la participation du POPIR a été exceptionnelle, du début à la fin !

Le logement social toujours plus menacé

La campagne «Le logement, un droit»

A l'initiative du POPIR-Comité Logement, la lutte pour le logement social s'est articulée autour d'une campagne : «Le logement, un droit». L'idée de la campagne était de créer nos espaces de mobilisation et de revendications, en dehors de l'agenda gouvernemental, de prévoir d'avance les moments forts pour mieux planifier la mobilisation. Pour le POPIR-Comité Logement, ce fut un succès puisque à chaque action, nous étions un peu plus nombreux (26 à Ottawa puis 40 à Québec) et que nous avons su intéresser des groupes alliés du quartier et des membres pour le Camp de mai 2015. Nous ne sommes par contre pas certain que tous les comités logement avaient planifié leur année en fonction de cette campagne, même s'ils ont voté pour lors du Congrès !

Femmes et logement

Nous sommes restées impliquer dans le comité femmes du FRAPRU avec en plus cette année la contribution de Francine. L'essentiel du travail s'est fait autour de l'adoption d'un Code de vie au FRAPRU.

Le Comité femmes a mis à jour le dossier «Femmes, logement et pauvreté», outil qui sera surtout utilisé cette année pour mobiliser pour la Marche mondiale des femmes.

Le fédéral et les fins de conventions

La lutte contre la fin des conventions s'enracine toujours plus : les locataires et nos allié-e-s savent maintenant de quoi on parle. Avec le FRAPRU, nous avons participé à deux actions spécifiquement sur cette revendication. Localement, nous avons fait du porte-à-porte dans les HLM de la Petite-Bourgogne et nous avons tenu une assemblée publique sur le sujet.

Malgré tout, la situation reste très inquiétante puisque les gains politiques sont quasiment nuls. Les conservateurs ne veulent rien savoir, les libéraux non plus et les NPD ne se vante pas trop d'être (soi-disant) d'accord avec notre demande.

D'années en années, l'enjeu des fins de conventions est plus préoccupant : d'ici 2019, 900 logements coopératifs du Sud-Ouest vont perdre leur subvention...et des milliers de HLM (dont 1400 dans la Petite-Bourgogne).

Le provincial et AccèsLogis

Le gouvernement Couillard a été élu en avril 2014. Depuis, les budgets d'austérité se succèdent et ceci n'est pas sans impact sur le logement social. En mars 2015, le gouvernement Couillard ne finance plus qu'un ridicule 1500 logements sociaux pour tout le Québec !

Pourtant, les mobilisations avec le FRAPRU dans le cadre de la campagne Le logement un droit et localement, face à Marguerite Blais ont été des succès. Nous verrons sur le Camp pour le droit au logement à plus d'impact...pour le moment, on est en droit d'en douter et de penser qu'il en faudra pas mal plus !



Dans le Sud-Ouest et à la Ville de Montréal

Le Maire de Montréal, Denis Coderre, reste obsédé par son statut de métropole et sa volonté de rapatrier le dossier du logement social. Il faut dire que mis à part un symbolique souper macaroni devant l'Hôtel de Ville, en juin 2014, les comités logement ne l'ont pas beaucoup dérangé cette année.

Le Maire du Sud-Ouest, Benoit Dorais, étant dans l'opposition, il est en ce moment un allié pour demander à Coderre et au provincial d'en faire plus pour le financement du logement social.

Perspective 3

Que le POPIR-Comité Logement poursuive sa participation à l'assemblée de secteur du groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son Quartier (BSQ) ;

Qu'il y défende le besoin en logements sociaux et l'implication des locataires du quartier dans les développements.

Nous avons participé aux assemblées de secteur (3). Il y a eu une tentative de réflexion sur le rôle des assemblées de secteur. Lors de cette démarche amorcée l'année précédente, le POPIR-Comité Logement a insisté pour qu'on clarifie où se prennent les décisions pour les développements. Finalement, BSQ a proposé de remettre ces discussions à plus tard pour se concentrer sur la survie du programme AccèsLogis.

Les assemblées de secteur sont le lieu où nous faisons un suivi des projets en développement, quartier par quartier.

- Dans Saint-Henri, Logifamille (6 unités), les logements d'Impact (12 logements) ont été livrés et dans Petite-Bourgogne, il y a eu la coopérative Tiohtiake où plusieurs membres du POPIR-Comité Logement habitent.
- En plus des développements dans Griffintown (Bassins du Nouveau Havre, Habitation 21 (en remplacement du 780 St-Rémi), Habitation 22, la coop Griffin et l'Esperluette), nous suivons aussi le projet de reconstruction des logements sur le rue de Courcelle.
- Nous avons aussi du insister pour que BSQ commence à travailler sur une coopérative pour les terrains mis en réserve dans St-Henri.

La sélection des locataires et leur implication dès le début du projet demeurent des enjeux. Nous sommes donc particulièrement vigilants : nous voulons nous assurer que les locataires du Sud-Ouest, qu'ils soient ou non locataires d'un logement social, soient priorités dans ces nouveaux développements s'illes appliquent.

Perspective 4

Que le POPIR-Comité Logement poursuive les ateliers de logement social (ALS)

Les ALS en chiffres :

- ALS en français : 26
- ALS en anglais : 6
- Nombre de personnes rejointes : 191
- Participation moyenne : 6

Le POPIR-Comité Logement continue de faire des ateliers de logement social au moins 2 fois par mois, le mercredi. Les ateliers sont offerts en français et en anglais. C'est un bon espace afin d'informer les locataires sur les avenues qu'offre le logement social ainsi que sur les projets à venir... De plus, à travers cette activité, nous pouvons discuter de la situation du logement privé, de la gentrification et de l'avenir du logement social avec les différents locataires.

Les ateliers sur le logement social sont aussi un moyen de collectiviser la lutte des locataires qui viennent consulter le POPIR-Comité Logement.

Une grande partie des locataires venant au comité vivent dans des logements privés. Illes se retrouvent dans l'impossibilité de trouver un logement qui leur convient et désirent habiter dans un logement social mieux adapté à leurs besoins. Malgré les derniers projets réalisés ou en cours de réalisation, les délais d'attente pour un logement social demeurent très longs et plusieurs locataires, venant aux ateliers, sont dans l'urgence de se trouver un logement. Malheureusement, vue la situation du logement social, nous ne pouvons pas les aider à combler leurs besoins immédiatement. Le logement social demeure une solution uniquement à long terme.

Nous pouvons observer que plusieurs locataires ont trouvé un logement social après avoir suivi notre atelier.

Volet 2: Lutte contre le marché privé

Perspective 5

Que le POPIR-Comité Logement poursuive son service de première ligne auprès des locataires de son territoire, notamment à l'aide de stagiaires en droit.

Statistiques

- La majorité des locataires qui nous contactent sont des femmes (65,2%)
- La grande majorité des locataires vivent en logement privé (74,7%)
- Une part importante des locataires ne proviennent pas de nos quartiers d'appartenance (41,3%)
- Une proportion élevée des locataires nous consultent pour demander du logement social (36%)

Service individuel

« Quand j'ai eu un problème dans mon HLM, le POPIR m'a beaucoup aidé. Ils m'ont expliqué les démarches nécessaires et m'ont accompagné tout au long du processus. Avec leur appui j'ai pu me défendre et expliquer mon problème à l'OMHM. »

Alok Kumar Datta,
locataire de la
Petite-Bourgogne

Pour une autre année, le POPIR-Comité Logement a poursuivi son travail d'accompagnement et d'information auprès des locataires. Encore cette année, nous avons pu compter sur l'aide de trois vaillantes et brillantes stagiaires en droit de l'Université de Montréal, soit Farah Ghilane, Hannah Toledano, Charlotte Paquin, sans qui nous n'aurions pu accomplir cette tâche monumentale. Axel Fournier, stagiaire en droit au cours de l'année 2013-2014, est venu consolider la permanence juridique pour la période des vacances estivales.

Tel que remarqué l'an passé, une bonne partie des locataires qui nous consultent proviennent des quartiers autres que nos quartiers d'appartenance. Nous croyons, toujours, que la proximité avec le bureau du centre-ville de la Régie du Logement favorise grandement l'affluence de locataires provenant d'autres quartiers montréalais, le fait d'être un des seuls comités logement ouvert durant toute la période estivale ainsi qu'un sentiment d'appartenance développé par les locataires consultant le POPIR pourraient expliquer un tel phénomène.

Nous avons pu remarquer que malgré qu'une grande partie de la population du Sud-Ouest vive en logement social, la très grande majorité des locataires qui viennent nous consulter vive en logement privé (74,7%).

Les trois motifs les plus fréquents de consultation sont la demande de logement social (36,6%), les augmentations de loyer (8,1%) et les réparations à effectuer dans son

logement (7,5%). Il est à noter que le pourcentage de locataires qui sont venus consulter la permanence juridique au sujet de harcèlement de la part de leur propriétaire a augmenté de 1,3% à 4% cette année.

La permanence a pu ainsi accompagner près de mille locataires dans leurs démarches afin de faire respecter leurs droits. Le défi est toujours de grande taille et, malheureusement, le poids repose, trop souvent, sur les épaules des locataires. Nous espérons grâce à ce service gratuit, retirer un peu de poids sur leurs épaules en les écoutant, en les informant et en les accompagnant à travers leurs petites et grandes luttes. Dans la majorité des cas, nos interventions jumelées aux efforts des locataires auront permis aux locataires d'améliorer leurs situations ou d'éviter que leurs droits soient bafoués. Malgré les trop longs délais de la Régie du Logement et les entraves habituelles à la défense des droits des locataires, nous pouvons, cette année, encore une fois, compter sur quelques belles victoires.

Intervention collective sur le marché privé

Cette année, nous sommes intervenus collectivement, dans un seul immeuble de notre secteur, soit le 4711-4729 Sainte-Émilie. Celui-ci menacé par une demande de démolition de la part de son propriétaire, nous sommes intervenus auprès de l'arrondissement afin de faire stopper la démolition. À travers cette démarche, nous avons rencontré les locataires de l'immeuble et avons organisé une rencontre avec ceux-ci. Les locataires se sont également rencontrés dans l'immeuble, afin de répondre collectivement à l'offre du propriétaire. Nous avons aussi écrit une lettre à Anne-Marie Sigouin, élue locale et présidente du Comité Consultatif Urbanisme responsable d'accorder ou non les démolitions, afin qu'elle soit informée des développements et qu'elle intervienne.

Intervention collective dans le logement social existant

OBNL Maison Biéler

Nous avons poursuivi, cette année, notre collaboration avec l'association des locataires de la Maison Jean-Brillant VC. Tout d'abord, nous avons animé leur Assemblée générale en avril 2014 puis accompagné certaines rencontres du C.A.

Ensuite, notre collaboration s'est concrétisée avec l'organisation d'une assemblée d'information concernant les hausses de loyer, le 24 mars 2015. Les locataires, ayant reçu un avis d'augmentation de loyer qu'ils jugeaient trop élevée, désiraient s'informer afin de répondre à celui-ci. Malgré l'attitude intimidante de l'administration, cette rencontre a été trop populaire, faisant salle comble.

Nous répondons toujours aux questions des membres de l'association mais leur reconnaissance par l'administration de la Maison reste un défi.

Coopérative Delinelle

Nous sommes intervenus dans cette coopérative par l'animation d'une assemblée générale extraordinaire ainsi que par des consultations avec les membres du conseil d'administration. Suite à cette assemblée, le conseil d'administration a fait peau neuve. Depuis, la coopérative, avec son nouveau conseil d'administration poursuit son travail, afin de permettre le bon fonctionnement ainsi que la bonne entente entre ses membres.

OBNL Place Première

Nous avons poursuivi l'animation de rencontres des locataires de Place Première. Les locataires se sont vus en avril 2014 et ont nommé quelques problèmes notamment concernant les visites de logement, la cigarette, la ventilation et la participation des locataires. A leur demande, nous avons écrit au gestionnaire, la SOCAM, pour faire un suivi. Cette dernière s'était engagée à tenir une AGA avec les locataires, au début de l'automne.

Finalement, nous avons nous-mêmes convoqué une autre rencontre a eu lieu en février 2015. Cette fois là SOCAM était présente. Lors de cette rencontre, les problèmes de voisinage avec les condos voisins ont été largement dénoncés.

Notons que pour le moment, aucun effort n'a été fait pour intégrer des locataires dans le CA de Place Première, malgré ce qui avait été promis. Nous devons donc rester vigilants.

OBNL Citadelle Saint-Ambroise

Nous avons poursuivi notre implication en participant à l'assemblée générale annuelle, en juin 2014. Nous continuons de proposer au CA de Citadelle St-Ambroise notre aide pour mobiliser les locataires mais n'avons pas encore reçu de demande dans ce sens.

Perspective 6

Que le POPIR-Comité Logement favorise l'animation de rencontres collectives en droit du logement auprès des demandeurs de service.

De notre propre initiative, nous avons donné un atelier sur les hausses de loyer, en mars 2015. Malgré la promotion par du tractage avant l'atelier, la participation était faible. Il semble que les gens préfèrent qu'on leur réponde individuellement ; les délais pour répondre à un avis du propriétaire entrent aussi en jeu.

Cette année encore, le POPIR-Comité Logement a animé douze (12) rencontres collectives en droit du logement et/ou logement social. Nous avons continué à collaborer avec le CEDA afin de donner plusieurs ateliers dans des classes de francisation et d'alphabétisation et avec la Maison Benoit Labre. De plus, nous avons réussi à créer de nouvelles collaborations avec le Projet suivi intégration, le YMCA du centre-ville, élargissant ainsi notre visibilité. Nous avons aussi réussi à animer des ateliers avec les nouveaux locataires en transition de Mission Bon Accueil.

Ces rencontres aident à informer les locataires de leurs droits et répondre à leurs

questions concernant ceux-ci. De plus, de cette façon, les gens qui assistent à l'atelier apprennent à connaître le POPIR-Comité Logement. Ainsi, s'elles doivent faire face à une situation difficile dans leur logement, elles sont mieux outillé.e.s et sont informé.e.s que le POPIR-Comité Logement peut les aider.

Perspective 7

Que le POPIR-Comité Logement s'implique, à titre de membre participant au Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) et participe à ses activités.

Statistiques

- **Nombre de rencontres** : 9
- **Assemblées générales et Congrès** : 3
- **Actions/occupations** : 3
- **Conférences de presse** : 2

Bilan de notre implication

Suite à une belle expérience au Congrès du RCLALQ en juin 2014 et selon le mandat reçu par l'AGA, nous avons décidé d'adhérer au RCLALQ, pour la première fois, à titre de membre participant. Nous nous sommes impliqué-e-s à plusieurs niveaux, à travers les groupes de Montréal et de manière plus intense au Comité pour le droit au maintien dans les lieux (le comité d'action du regroupement).

Cette année fût la première d'une campagne à deux ans, « Assez d'être mal-logé-e-s! ». La campagne fut marquée par quelques actions clés. En février 2015, nous avons participé à une action à Chateauguay où nous avons livré des siphons de toilettes au Ministre Pierre Moreau. L'idée était d'illustrer que les hausses de loyer font que les locataires sont de plus en plus siphonnés...ce qui justifie la mise en place d'un contrôle des loyers par le gouvernement.

Également en février, notre comité délaissés a participé avec le RCLALQ à l'organisation d'une journée d'actions dérangeantes pour dénoncer les multiples problèmes d'accès à la Régie. Le POPIR-Comité Logement a joué un grand rôle dans l'organisation de cette action, y compris une occupation des bureaux du Ministre Moreau et une action de rue devant la Régie. Nous avons aussi souligné la Journée de locataires, le 24 avril, avec une manifestation à Québec.

Finalement, le bilan de l'année est mixte. Il y a eu quelques rencontres du comité maintien qui ont été annulées et cela fut difficile de bien pouvoir s'organiser ensemble avec les autres comités logement et la permanence du RCLALQ. Nous constatons que ce n'est pas tous les groupes qui mettent autant d'emphasis sur la mobilisation que le POPIR-Comité Logement. Par contre, nous avons réussi à mobiliser quelques

nouvelles personnes qui sont venues pour la première fois à nos actions. Nous voulons continuer de nous impliquer au comité maintien et finir la campagne « Assez d'être mal logés! ».

Perspective 8

Que le POPIR-Comité Logement poursuive son travail sur les délais à la Régie du logement avec le comité délais, qui inclut des membres du Projet Genèse et du POPIR-Comité Logement.

Le Comité Régie du lentement (nouveau nom pour le Comité Délais) en chiffres :

- Nombre de rencontres : 13
- Actions/occupations : 4
- Conférences de presse : 3

Bilan de notre implication

Le comité Régie du lentement a été encore une fois très actif cette année. Il s'est même élargi, avec l'adhésion des militant-e-s du Comité logement Ahuntsic-Cartierville. Il faut souligner l'apport d'Odeh, Luce, et Maria, qui se sont investi-e-s dans la lutte pour réduire les délais.

Nos revendications se sont enracinées dans les milieux communautaires, syndicales, et étudiant-e-s, à travers notre « Déclaration commune pour un réel accès à la justice. » Douze (12) coalitions représentant 504 organismes membres et 52 organismes communautaires, syndicats et groupes divers, dont l'Association des juristes progressistes et la Ligue des droits et libertés ont adhéré à la Déclaration. On a également lancé le site-web, regiedulentement.com

En termes d'action, le comité a organisé une Marche des zombies le 23 octobre 2014 au centre-ville de Montréal, s'attaquant au Ministère des Affaires municipales et Occupation du territoire, avec des centaines de participant-e-s. En janvier, on a livré des silhouettes des « locataires pris en otage » par les délais à la Régie du lentement au bureau du Ministre Moreau. En mars, nous sommes passé-e-s à l'action directe, avec une occupation du bureau de Moreau et un rassemblement simultané devant la Régie du logement.

Finalement, le comité Régie du lentement a tenu une discussion stratégique élargie sur les actions et les tactiques à venir. Malgré tous les efforts du comité, nous n'avons pas réussi à faire une vraie pression sur la Régie ni à avoir un rendez-vous avec le Ministre Moreau. Nous continuons à bâtir un vrai rapport de force avec les locataires et à élargir notre mouvement.

Volet 3 : Mobilisation et membership

Perspective 9

Que le POPIR-Comité Logement ait comme objectif, pour l'année 2014-2015, d'augmenter son nombre de membres.

- **Nombre de membres : 162**
- **Femmes : 86**
- **Hommes : 76**

En 2014-2015, nous avons atteint un nombre sans précédent de membres, soit 180 personnes. Cette année notre membership s'est stabilisé un peu, à 162. Pourtant, en termes de nombre total de militant-e-s mobilisé-e-s, nous avons dépassé de loin le seuil de l'année 2013-2014. Pourquoi cet écart ? Une hypothèse : plus on élargit notre base militante au-delà de nos réseaux traditionnels et on s'enracine dans une lutte plus globale au niveau montréalais, moins les gens se sentent interpellé-e-s par l'idée de devenir « membre officiel » d'un organisme communautaire. Il faut continuer d'encourager ceux et celles qui participent à nos actions à adhérer et à prendre plus de place dans le processus de prise de décision au POPIR.

L'autre élément à noter c'est que bien que nous avons toujours plus de membres femmes que d'hommes, les proportions sont beaucoup plus équilibrées cette année. Il s'agit en effet d'une diminution importante du nombre de femmes membres.



Perspective 10

Que le POPIR-Comité Logement poursuive les réunions du comité mobilisation.

Comité mobilisation 2014-2015 en chiffres :

- Nombre de réunions : 11
- Personnes rejointes : 209
- Participation moyenne : 17, 4 personnes par réunion

Au comité mobilisation, nous avons parlé de...

- Coupures au CLSC St-Henri
- La lutte anti-austérité
- La gentrification
- Le camp du FRAPRU
- Le consentement et le code de vie
- Et plein d'autres sujets !

La plus grande place accordée aux militant-e-s à travers un comité de mobilisation plus actif fût un des grands succès de l'année. Nous tenons à souligner la contribution d'Émilie, notre stagiaire en travail social, et aussi à remercier Francine, nouvellement administratrice cette année et qui a toujours l'implication de la base à cœur.

Nous avons rejoint deux fois plus de personnes au comité de mobilisation cette année, et le comité s'est rencontré également deux fois plus que l'année précédente.

Pendant quelques années, le comité de mobilisation, faute de capacité au sein de l'équipe de travail, a diminué en fréquence et en ferveur. Nous sommes alors très content-e-s de pouvoir constater que ce comité est redevenu un espace vital et décisionnel dans le schéma organisationnel du POPIR-Comité Logement. Il a même donné naissance à un sous-comité militant « anti-gentrification, » avec son propre plan d'action et sa propre autonomie.

Perspective 11

Que le POPIR-Comité Logement vise à augmenter sa visibilité dans les quartiers du Sud-Ouest en organisant du tractage, du porte à porte et en étant présent dans les activités du quartier.

Nous avons continué en 2014-2015 à mettre beaucoup d'emphasis sur le porte à porte et le tractage. Nous en avons fait, entre autres, à Saint-Henri concernant les reprises de logement, à Côte Saint-Paul et Ville-Émard par rapport aux hausses de loyer, et en Petite-Bourgogne pour mobiliser pour une Assemblée publique «Vivre à la Petite-Bourgogne» et en lien avec les consultations publiques sur la transformation de l'Église Saint-Joseph. Nous avons également fait beaucoup de porte à porte pour les différentes actions qu'on a organisées dans le Sud-Ouest, et on maintient un haut niveau de visibilité au niveau de l'affichage de rue partout dans nos quartiers d'appartenance.

Le bilan de nos efforts d'être plus présents dans les activités du quartier est mixte. À Saint-Henri, nous avons profité de la Fête du quartier en septembre pour promouvoir nos services et consulter des centaines de résident-e-s dans le cadre de la démarche de l'Opération populaire en aménagement. Dans la Petite-Bourgogne et à Côte Saint-Paul et Ville Émard nous avons moins réussi à diffuser l'information, à cause des imprévus au niveau de la météo et un manque de temps et de capacité. Si on veut réussir à être plus présents dans les activités à caractère social ou culturel du quartier, il faut miser beaucoup plus sur les bénévoles car la charge de travail de l'équipe ne permet pas réellement ce niveau d'implication.

Perspective 12

Que le POPIR-Comité Logement et le Comité journal poursuivent la production du journal Le Canal.

Le Canal en chiffres

- 3 éditions à 1000 copies ont été publiées.
- 8 réunions du Comité journal, avec une participation de 4,4 personnes
- 2 lancements publics

Encore cette année, le Comité journal a travaillé fort avec l'appui d'une membre de la permanence afin de produire *Le Canal*, un journal de très haute qualité qui sert d'un outil de mobilisation et de conscientisation partout dans le Sud-Ouest. *Le Canal* est diffusé dans plusieurs organismes communautaires, à travers des journées de porte à porte, pendant les actions, et il est également disponible sur notre site-web. Plus que jamais, la production du *Canal* est réellement un travail participatif, et cette année on a accueilli plusieurs nouveaux-elles écrivain-e-s ! Nous sommes toujours à la recherche d'autres militant-e-s pour y participer !

Perspective 13

Que le POPIR-Comité Logement organise à la moitié de l'année financière une deuxième assemblée générale des membres.

C'est toujours le but du POPIR-Comité Logement d'accorder plus de place aux opinions et idées des membres. Dans cette optique, nous avons convoqué une assemblée générale spéciale en janvier 2015 pour se pencher sur la question de la grève sociale contre l'austérité. Après discussion avec un invité spécial de la «Coalition 1^{er} mai», la majorité des 57 membres présent-e-s ont voté pour un mandat de grève sociale le 1^{er} mai contre les mesures d'austérité du gouvernement provincial.

Tous et toutes ont apprécié l'expérience. Il nous semble que la tenue d'une Assemblée générale en mi-année fonctionne bien quand elle porte sur une question thématique (e.g. la grève sociale), donc c'est un format qu'on souhaite garder pour l'année qui s'en vient.



1^{er} mai 2015 : manifestation du Sud-Ouest/Verdun contre l'austérité, une initiative du POPIR-Comité Logement
Crédit photo : Louis Grenier

Volet 4 : Lutte anti-pauvreté et luttes unitaires

Perspective 14

Que le POPIR-Comité Logement poursuive son implication dans le quartier Saint-Henri.

Statistiques et activités auxquelles le POPIR-Comité Logement a participé

- 4 Assemblées générales de Solidarité Saint-Henri
- 7 réunions du Comité aménagement de Solidarité Saint-Henri
- 14 réunions du Comité Opération populaire en aménagement
- 12 réunions « autres » (Comité exécutif, soutien général à la permanence de SSH)
- 3 consultations publiques dans le cadre de l'OPA
- 1 consultation publique sur l'aménagement de la Place Saint-Henri
- 1 table-ronde sur la gentrification
- 1 action à l'Arrondissement
- 1 opération de porte à porte sur la hausse de loyers
- 1 opération de porte à porte sur les reprises de logement
- 1 intervention collective auprès des locataires sur Ste-Émilie pour contester une demande de permis de démolition non-fondée
- 1 journée de tractage à la Fête de quartier

Comme à chaque année, le POPIR-Comité Logement a été très impliqué à Saint-Henri, dans les activités de concertation via Solidarité Saint-Henri et dans la mobilisation directe sur le terrain.

À Solidarité Saint-Henri, c'était une année de changements et de transitions, avec le congé de maternité de la coordonatrice et l'arrivée de deux nouveaux employés. Nous avons dû assumer un plus grand rôle que prévu dans les activités de la table, notamment de retourner au Comité exécutif et de soutenir la permanence dans son travail.

Nous avons également beaucoup contribué à l'Opération populaire en aménagement menée auprès des résident-e-s de l'Ouest du quartier : faire des sondages, animer des consultations publiques, organiser un rassemblement à l'arrondissement, et participer à plusieurs rencontres du comité de suivi qui s'est formé. Le comité OPA a finalement pris une forme moins revendicatrice qu'on aurait souhaité, et pour l'instant, il met l'emphase sur les projets de verdure et de sécurité face à la circulation. Reste à voir comment on va réintégrer la lutte contre la gentrification, et surtout contre la transformation en condos de la Canada Malting, dans le plan d'action de cette instance.

Comme dans le passé, la gentrification du quartier nous a préoccupés. Avec d'autres groupes communautaires, on a organisé deux réflexions publiques sur la gentrification et on a élaboré des stratégies collectives afin de lutter contre le déplacement des locataires. Contrairement aux années précédentes, nous avons trouvé un terrain

« Le POPIR – Comité Logement est un des membres fondateurs de la table de concertation du quartier, Solidarité Saint-Henri. Depuis maintenant 28 ans, le POPIR s'implique avec enthousiasme pour faire avancer le travail collectif des organismes communautaires de Saint-Henri. Un organisme phare au cœur de nos actions de lutte contre la pauvreté, le POPIR s'impliquait cette année au comité aménagement et au comité exécutif. Plusieurs projets, y compris l'organisation d'une table ronde sur la gentrification du quartier et le soutien à un processus d'aménagement populaire de l'ouest du quartier, étaient grandement enrichis grâce à l'implication du POPIR. Au nom des membres de Solidarité Saint-Henri, je remercie toute l'équipe et les militant-e-s du POPIR! »

Shannon Franssen, coordonnatrice
Solidarité Saint-Henri

d'entente avec l'ensemble des groupes à St-Henri en ciblant plus l'aspect commercial de la gentrification, au lieu de tourner en rond de manière éternelle sur la question de la politique d'inclusion.

Nous étions également très présentEs dans les médias sur cette question, et on continue de se faire solliciter régulièrement par les journalistes. Notre comité anti-gentrification a concentré la plupart de ces efforts justement sur les changements dans l'offre commerciale sur la rue Notre-Dame et l'accessibilité des commerces pour la population à faible revenu.

En dehors des instances communautaires, nous sommes aussi intervenus souvent de manière directe sur le terrain. On a constaté à travers nos interventions juridiques individuelles une certaine croissance dans les cas de reprises de logement dans le secteur Ste-Émilie-Bourget, et on a donc procédé à une opération de porte à porte afin de sensibiliser les locataires sur leurs droits. Nous sommes entré-e-s en contact avec plusieurs locataires faisant face à une reprise.

Les données de Statistiques Canada démontrent que le loyer moyen à St-Henri a augmenté de 15% entre les recensements fédéraux de 2006 et 2011 ! Nous avons donc fait une opération de porte à porte afin d'informer les résident-e-s qu'ils ont le droit de refuser une hausse de loyer.

Enfin, nous accompagnons les locataires d'un bloc situé au coin des rues Saint-Émilie et de Courcelle, qui font face à une tentative du propriétaire de démolir le bâtiment afin de construire un nouveau projet, soit des condos soit du locatif de luxe. Habituellement, on assiste aux réunions du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Sud-Ouest afin de s'opposer aux demandes de démolition et de protéger le parc locatif. Cette fois-ci on va un peu plus loin en essayant d'organiser les locataires pour qu'elles se défendent collectivement par rapport à cette attaque à leur droit au maintien dans les lieux.

Perspective 15

Que le POPIR-Comité Logement poursuive son implication dans le quartier de la Petite-Bourgogne.

Activités auxquelles le POPIR a participé en lien avec la perspective

- Nous avons participé à 10 rencontres à la Petite-Bourgogne, pour le Comité

- Aménagement et Milieu de Vie et pour le portrait de quartier ;
- Nous avons organisé une assemblée sur le thème «Habiter la Petite-Bourgogne» pour parler des fins de convention et des développements dans Griffintown ;
- Nous avons fait 4 opérations de tractage et de porte à porte : pour le portrait de quartier, pour l'assemblée «Habiter la Petite-Bourgogne», pour la fondation d'une association de locataires de HLM dans les Habitations Workman/Delisle et pour le projet de transformation de l'Église St-Joseph.

La gentrification progresse sans résistance

Le quartier de la Petite-Bourgogne est probablement un des quartiers montréalais où les locataires sont les plus menacés :

- La concentration de HLM et de «vieilles» coopératives nous font craindre que les fins de conventions vont avoir un impact phénoménal sur les locataires à faible revenu ; si le fédéral ne réinvestit pas, les loyers pourraient augmenter et il n'y aura plus d'argent pour faire les travaux ;
- La hausse vertigineuse des loyers (+ 28%) à cause de la gentrification en fait un quartier inaccessible sur le marché privé pour les ménages à faible ou moyen revenu.

Le POPIR-Comité Logement suit de près les développements dans Griffintown pour s'assurer que les nouveaux logements sociaux dans Griffintown vont un peu compenser pour les impacts de la gentrification sauvage dans le reste du quartier. Il y a beaucoup d'unités en développement depuis 2009 (près de 1000) mais elles peinent à se réaliser. Pour la première fois depuis la fin des années 80, une nouvelle coopérative, la Coop Tiohtiake, a enfin accueilli de nouveaux locataires (80). Plusieurs sont membres du POPIR-Comité Logement et nous pouvons constater que l'entrée en logement et l'appropriation du fonctionnement de la coopérative demeurent un défi. Ça promet pour les prochains développements, notamment dans les Bassins du Nouveau Havre (180 logements pour la première phase seulement) !

Le POPIR-Comité Logement poursuit ses efforts pour enraciner la lutte contre les fins de conventions. Une assemblée des résident-e-s de la Petite-Bourgogne sous le thème «Habiter à la Petite-Bourgogne» a permis de diffuser encore des informations sur le sujet. Les autres groupes communautaires sont maintenant bien conscients des dangers mais il semblerait que tant et aussi longtemps qu'une hausse de loyer ne sera pas annoncée dans les HLM, ce dossier ne décollera pas !

Le POPIR-Comité Logement a réussi à rallier la Coalition sur la demande d'une réserve de terrains...même s'il aura fallu un an avant que la lettre officielle ne soit envoyée ! Le travail était pourtant bien amorcé puisque l'année a commencé avec un «BBQ pour des réserves foncières» auquel la Coalition avait participé. La démolition par son nouveau propriétaire du Negro Community Center a aidé, de peine et de misère, à convaincre la Coalition qu'il fallait être davantage en demande pour nommer quelles réserves nous voulions avant qu'il ne soit trop tard. Maintenant que deux terrains ont été ciblés, il faut convaincre la Coalition que ces terrains ne seront achetés par l'arrondissement que si nous menons une véritable campagne.

Ensuite, concernant de la gentrification, le POPIR-Comité Logement a travaillé seul. La Coalition a choisi de rester neutre (sic) sur le dossier de transformation de l'Église St-Joseph par un promoteur privé. Considérant les impacts éventuels de la transformation d'un des derniers édifices publics par une entreprise privée et considérant les besoins en locaux dans le quartier (pour une CLSC, pour un CPE, pour une épicerie communautaire, pour du logement social, etc.), le POPIR-Comité Logement a choisi de ne pas rester neutre et d'informer les résident-e-s concerné-e-s qu'ils/elles avaient le pouvoir de questionner le projet et même se prononcer pour ou contre. Cela aura obligé le promoteur à faire du porte à porte pour expliquer son projet et le maire Dorais à répondre à des questions lors d'assemblée publique très fréquentée. Même si nous pouvons être fière d'avoir attiré l'attention sur ce projet, force est de constater que nous sommes plus ou moins les seuls à faire ce travail sur le terrain et que les autres groupes communautaires préfèrent la neutralité ou même encouragent la gentrification.

Finalement, le POPIR-Comité Logement a participé à la démarche de mise à jour du portrait de quartier...l'objectif est de prioriser les axes d'intervention pour les 6 prochaines années...à suivre donc !

Perspective 16

Que le POPIR-Comité Logement poursuive son implication dans Ville-Émard/Côte-St-Paul en priorisant la mobilisation des locataires par sa présence dans le quartier, mais aussi via le Comité habitation de la Concertation Ville-Émard/Côte-St-Paul.

Activités auxquelles le POPIR a participé en lien avec la perspective

- Nous avons eu 5 rencontres du comité habitation ;
- Nous avons eu 3 rencontres avec le CSSS et l'Auberge du cœur pour la préparation des outils d'information ;
- Nous avons eu 2 rencontres avec Bâtir son quartier pour faire la carte de développement du quartier ;
- Nous avons fait 2 activités de porte à porte dans le quartier : pour les hausses de loyers et pour la fin de conventions.

À la Concertation Ville-Émard/Côte Saint-Paul, nous avons travaillé à partir du plan d'action élaboré par le comité habitation pour l'année 2014/2015.

Trois outils d'éducation populaire ont été réalisés :

- un outil sur les droits et responsabilités des locataires et des propriétaires;
- une carte des terrains vacants et immeubles à rénover;
- un outil sur la salubrité.

Le comité habitation de Côte Saint Paul/ Ville Émard a plutôt travaillé sur l'élaboration de ces outils et pour l'année à venir nous allons penser à un plan sur la distribution et la promotion dans le quartier.

Cette année a été une année de transition pour CSP/VÉ en lien avec le POPIR-Comité Logement. L'arrivée d'une nouvelle personne a pris un peu plus du temps que prévu pour le suivi du travail fait antérieurement dans le quartier. Par contre la naissance de nouvelles alliances avec des organismes comme la Maison d'entraide ont porté fruits avec un petit soutien de préparation de la bouffe à l'action pour le Camp pour le droit au logement.

Administration

Perspective 17

Que le POPIR-Comité Logement formalise la création d'un comité de relations de travail au sein du conseil d'administration ;

Que le conseil d'administration, le comité relations de travail et les employé-e-s travaillent en collaboration pour actualiser le contrat de travail.

Il y a un comité de relations de travail, formé de deux membres du Conseil d'administration. Ce comité rencontre au moins une fois par année les employé-e-es et les bénévoles à l'accueil. Le but est de créer un moment où toutes les personnes qui travaillent au POPIR-Comité Logement puissent parler librement de ce qui va bien et de ce qui va moins bien ! Les discussions sont confidentielles, sauf si l'employé-e veut que le CA intervienne.

Le contrat de travail a aussi été actualisé.

Les membres du Conseil d'administration du POPIR-Comité Logement

Carole Orphanos, présidente

Maria Gonzalez, vice-présidente

Emilie Séguin, trésorière

Adrian Elsenhans (en remplacement de Norman Laforce depuis janvier 2015), trésorier

Luce Parisien, administratrice

Agathe Melançon, administratrice

Francine Losier, administratrice

Les membres du Conseil d'administration se sont réunis 11 fois et ont tenu 2 CA téléphonique. Ce sont des personnes très impliquées. En plus de veiller aux finances du POPIR-Comité Logement, à l'état d'avancement des dossiers et au bien-être des employé-e-s, elles participent à des comités de travail, aux assemblées générales et aux Congrès de nos divers regroupements, aux actions, etc.

CONCLUSION

Parce que le péril est grand...aller au-delà du symbolisme ?!

Le POPIR-Comité Logement et ses membres peuvent être très fiers de leur implication dans le mouvement pour le droit au logement. Que ce soit au sein du FRAPRU, au sein du RCLALQ ou dans les concertations locales, les délégations militantes du POPIR-Comité Logement se font toujours remarquer...et pas seulement parce que notre bannière est belle !

Le mouvement pour le droit au logement est dynamique mais dans le Sud-Ouest, il est particulièrement vibrant. Les bénévoles consacrent des milliers d'heures au pliage, à la préparation des lunchs, au tractage, au porte à porte, à la participation à des rencontres du comité mobilisation, à la réflexion et à l'organisation d'activités dans divers comités, aux actions, que ce soit à Ottawa, à Québec ou dans le Sud-Ouest.

Malgré tous ces efforts, l'année 2014-2015 restera marquée par des reculs ou des victoires morales, symboliques.

Le plus grand recul demeure la coupure de moitié du budget provincial accordé au logement social : déjà que l'on trouvait que 3000 logements sociaux par année, ça faisait pitié...et bien maintenant, Couillard n'a prévu en construire que 1500 ! Cette coupure dans le logement social est un des éléments de la politique d'austérité qui se traduit par nombreuses hausses de tarifs et de nouvelles attaques auprès des personnes assistées sociales.

Pour les victoires symboliques, notre discours visant à dénoncer les impacts de la gentrification progresse bien, notre analyse selon laquelle les réserves de terrains et le logement social sont nécessaires à la survie des quartiers populaires est de plus en plus partagée, notre lutte contre les délais à la Régie du logement s'enracine...mais concrètement, il y a toujours plus de mal-logé.e.s. Les politiciens prennent acte de nos revendications mais ne changent pas le cap pour autant.

Nous croyons donc qu'il est plus que temps de se demander comment nous pourrions sortir de ce symbolisme et jusqu'où nous devons aller pour obtenir de véritables gains pour le droit...au logement ?!

LISTE DES SIGLES

A.G.A.	Assemblée Générale Annuelle
A.G.R.T.Q.	Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec
B.A.P.E.	Bureau des Audiences Publiques en Environnement
B.S.Q.	Bâtir Son Quartier
C.A.	Conseil d'Administration
C.Q.C.H.	Confédération Québécoise des Coopératives d'Habitation
C.R.C.Q.	Conférence Religieuse Canadienne section Québec
F.É.C.H.I.M.M.	Fédération des Coopératives d'Habitation Intermunicipale du Montréal Métropolitain
F.L.H.L.M.Q.	Fédération des Locataires d'Habitation à Loyer Modique du Québec
F.O.H.M.	Fédération des O.B.N.L. d'Habitation de Montréal
F.R.A.P.R.U.	FRont d'Action Populaire en Réaménagement Urbain.
G.R.T.	Groupe de Ressources Techniques
H.L.M.	Habitation à Loyer Modique
M.M.F.	Marche Mondiale des Femmes
O.C.P.M.	Office de consultation publique de Montréal
O.B.N.L.	Organisme à But Non-Lucratif (même chose qu'OSBL)
P.O.P.I.R.	Projet d'Organisation Populaire d'Information et de Regroupement
R.A.P.S.I.M.	Réseau d'Aide aux Personnes Seules et Itinérantes de Montréal
R.C.L.A.L.Q.	Regroupement des Comités Logement et Associations de Locataires du Québec
R.É.S.O.	Regroupement pour la relance Économique et sociale du Sud-Ouest.
R.I.L.	Regroupement Information Logement
R.Q.O.H.	Réseau Québécois des OBNL d'Habitation
S.I.C.	Société Immobilière du Canada
S.A.C.A.I.S.	Secrétariat à l'Action Communautaire Autonome et aux Initiatives Sociales
S.C.H.L.	Société Canadienne d'Hypothèque et de Logement
S.H.D.M.	Société d'Habitation De Montréal
S.H.Q.	Société d'Habitation du Québec
T.R.O.V.E.P.	Table Régionale des Organismes Volontaires d'Éducation Populaire